

# Nukleel ?

Décembre 81 - Janvier 82  
N° 14

journal breton d'information nucléaire

3 F.

AUJOURD'HUI  
COMME HIER...



1978 : Manifestation à Nantes contre le Pellerin

# ÉDITORIAL

Le creux d'une vague ?

Ce numéro de Nukleel qui ne paraît qu'en Décembre après 5 mois d'absence peut le laisser penser.

Mai-Juin, moment d'euphorie : le bout d'un tunnel pour tous ceux qui avaient adopté la cause de Plogoff. Une victoire, enfin, après tant de combats menés le dos au mur.

Et l'envie vous prend de souffler : de laisser la scène à d'autres ; d'être un moment spectateur...

Peu à peu, se dessine le nouveau paysage nucléaire français. Toujours La Hague, toujours Malville et encore des centrales à Cattenom, Golfech, Chooz, Civaux, Le Pellerin.

On voit Mitterand et Hernu venir frapper, à Crozon, les trois coups d'une politique qui soutient le bellicisme de Reagan et participe à la course aux armements. Des centaines de milliers de personnes manifestent en Europe contre l'escalade nucléaire mais la France programme un nouveau sous-marin et met à l'étude de nouvelles armes.

Quand le nouveau décor est définitivement planté on constate que dans ces deux domaines il diffère peu de l'ancien et on se dit qu'il faudra encore informer, convaincre, lutter.

Sans doute, alors, est il temps de refaire surface.

G.B

# PRENDRE EN CHARGE LE PROBLÈME DE L'ÉNERGIE

## Lettre ouverte au mouvement anti-nucléaire breton

Le mouvement antinucléaire breton a prouvé, à Plogoff, qu'il est possible de s'imposer efficacement à l'implantation arbitraire d'une centrale nucléaire ; et pourtant, la menace d'une centrale plane toujours sur le BRETAGNE.

La lutte antinucléaire en développant l'information sur les dangers du nucléaire a permis de lancer le débat sur notre consommation et les autres formes d'énergie.

Après le 10 MAI, nous attendions du gouvernement la mise en place d'expériences alternatives et une réflexion sur l'énergie avant que toute décision soit prise qui nous engagerait pour les décennies à venir.

Mais, nous venons d'assister à un triste simulacre de débat, limité à quelques instances ( Conseil Régional, Assemblée Nationale...). Plus que jamais, la poursuite de la lutte est nécessaire et elle implique que dès maintenant, il faille :

- répondre à ceux qui voudraient faire croire que lenucléaire=emploi,
- prendre en main, au niveau local, une étude de nos besoins en énergie et des moyens de la produire.

Car, il n'est pas de solutions au problème énergétique qui ne seraient ni voulues, ni comprises par les populations concernées.

Nous proposons donc la création de groupes locaux pour, à partir d'une zone géographique homogène (pays : LEON, TREGOR, CAP SIZUN, ...) :

- A. - ETABLIR la consommation d'énergie aujourd'hui (quantité, formes d'énergies...)
- RECENCER les gaspillages les plus manifestes (isolation insuffisante, manque de transports collectifs...)
- CHIFFRER en terme d'emplois et de budget, des propositions d'économie d'énergie.
- B. - PROPOSER la mise en place d'expériences alternatives biomasse, solaire, vent, marées...)

Nous appelons, donc, les comités antinucléaires (C.L.I.N., Comité Plogoff) les militants d'associations écologiques et de promotion des énergies renouvelables, les militants syndicalistes (travail et cadre de vie) à se regrouper dans ces structures locales.

L'abandon de PLOGOFF nous laisse un répit en BRETAGNE, à nous de mettre ce temps à profit. Il nous faut être vigilants vis à vis du nucléaire et vis à vis de toute récupération technocratique des énergies renouvelables.

ADRESSE : PROJET ALTER BRETON  
Pierre LE BORGNE  
CROAZ-AR-STIVEL  
CERVEL  
2230 LANNION

COORDINATION ANTINUCLEAIRE  
BRETAGNE  
Centre Social de PEN-AR-CREAC'H  
13 rue Professeur Chrétien  
29200 BREST

QUE CHOISIR ?  
N° 167 Novembre 1981

## ACTUALITES

# ENERGIE : où est le changement ?

Avec le précédent gouvernement, on faisait d'abord, on discutait après. L'actuel a dit qu'on discuterait d'abord. C'est très bien. Mais il a déjà agi en juillet : un site de centrale nucléaire est abandonné, et cinq sites sont « gelés » et il veut décider du programme de construction nucléaire en octobre. Mais de « grand débat démocratique », point.

Dans le même temps, en vue de préparer le fameux « débat », on publie des projets tous azimuts : on avait le rapport du VIII<sup>e</sup> plan (programme Giraud), on a maintenant le rapport Hugon (publié à la demande du nouveau gouvernement), le projet Quilès (membre de la commission énergie du parti socialiste) le programme du nouveau ministre de l'énergie, M. Hervé, le rapport du Conseil Economique et Social etc...

Parallèlement E.D.F., sans s'émouvoir pour si peu, prépare une modification de tarification, dont un des aspects essentiels est de « vendre » l'électricité nucléaire puisque, aux heures de basse consommation, on en aura trop.

Inutile de dire qu'à l'horizon 1990, tous ces rapports et projets se contredisent allègrement quant à la quantité totale d'énergie consommée et, bien sûr, quant à la répartition de cette consommation par type d'énergie primaire. Pour une raison simple : personne ne s'entend sur l'allure de notre croissance d'ici à 1990. L'essentiel risque donc encore une fois d'être escamoté dans ce débat : nos besoins réels. Pourtant nous avons montré, voilà déjà trois ans, que l'on pouvait vivre *mieux* avec un degré de confort pour tous supérieur à celui que nous connaissons, en consommant *moins* d'énergie (1). Pour cela nous étions partis de nos besoins essentiels, avons calculé la quantité d'énergie nécessaire et conclu que nous pouvions les satisfaire avec des énergies classiques et nouvelles. A deux conditions : investir dans les énergies renouvelables plutôt que dans le nucléaire ; économiser et consommer moins d'énergie.

Le 10 juin 1978, l'U.F.C., pour la première fois, prenait nettement position dans ce domaine :

1) il faut faire d'urgence des économies d'énergie dans la production, le logement, les transports en renonçant au gaspillage et à la fausse innovation.

2) il faut parallèlement rechercher des énergies renouvelables et pour les financer, renoncer au programme nucléaire trop coûteux.

Pour l'instant, nos économies d'énergie relèvent davantage de la récession économique que d'une véritable volonté de modifier notre système de production ; quant aux recherches sur les énergies nouvelles, elles n'ont eu

que les miettes laissées par un programme nucléaire vorace. Notre position n'était pas de « l'écologisme » facile : elle était étayée, motivée, logique, cohérente et réaliste.

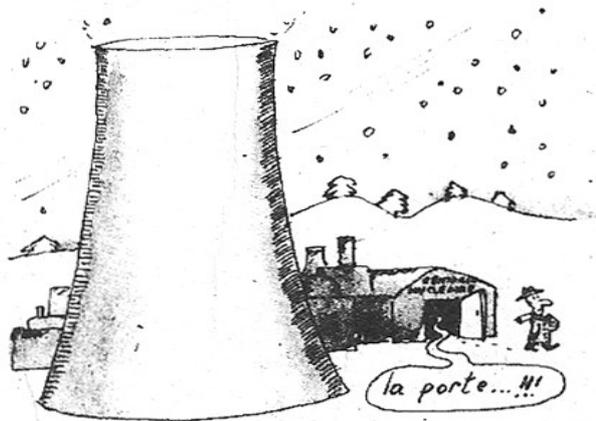
Nous n'en avons pas changé. Nous sommes toujours contre le programme nucléaire prévu et pour un investissement massif dans les économies d'énergie comme dans les énergies renouvelables.

Mais le parti au pouvoir, lui, a changé. Ses options en matière d'énergie semblaient plus conformes à nos vœux, du moins pendant la campagne électorale. On pouvait donc espérer. Hélas !

- Le surrégénérateur ? on poursuit !  
- le programme nucléaire ? Le P.S. demandait quatre tranches supplémentaires. On en fera six ! Dont la centrale de Nogent pourtant si critiquée et si risquée.  
- L'usine de la Hague ? On continue et même on pourrait s'agrandir !  
- Le débat parlementaire sur ce sujet ? le gouvernement met en jeu sa responsabilité : on ne peut qu'être pour ou contre lui. Avis à ceux qui ne sont pas d'accord au sein même du parti gouvernemental.

- Les économies d'énergie ? Il faudrait 45 milliards par an de dépenses, mais on ne sait pas si on pourra y arriver ! Bref, on continue de décider avant de discuter.

Le « grand débat démocratique » aura lieu plus tard. Rien n'a été fait, en particulier sur « l'information large » en matière de sécurité des centrales nucléaires et de l'usine de retraitement de la Hague. Les maîtres mots restent : « l'indépendance énergétique », « exportation », « avance technologique », etc. C'est ça le changement de politique en matière d'énergie ?



(1) « Au soleil de l'an 2000 »  
« Peut-on stopper le nucléaire »  
« N° spécial énergie »

Venu à Landerneau inaugurer une usine de traitement des ordures, Edmond Hervé, n'a pas apprécié les critiques formulées par le CLIN (voir lettre ci jointe). Pour cette occasion il s'était préparé la réplique qui se voulait Historique et qui aura ébahi plus d'un, à commencer par le parterre des élus de droite, seuls invités à cette cérémonie: "On ne peut pas être contre le nucléaire si on est pour le tiers-monde". Voir la réponse des groupes Tiers-Monde en page 6.

## MONSIEUR LE MINISTRE

Vous êtes Ministre de l'énergie du gouvernement de Gauche issu des élections de mai - juin 1981.

Les antinucléaires n'ont pas oublié que le Parti Socialiste a été signataire d'une pétition demandant un moratoire sur la construction des centrales. Ils ne comprennent pas que ce parti étant au pouvoir, puisse revenir sur ses engagements et décider une poursuite, même ralentie, de ces constructions.

En ce qui concerne la Bretagne, des pressions sont exercées, notamment par le Parti Communiste, la direction de la C.G.T. et le patronat pour qu'un nouveau site nucléaire soit choisi.

Qui peut vraiment imaginer que les populations qui se sont déjà massivement prononcées contre ERDEVEN, BEGAN-FRY, PLOUMOGUER, PLOGOFF, LE PELLERIN puissent changer subitement d'avis et accepter une centrale dès lors qu'elle serait imposée par un gouvernement de gauche. Les raisons qui valaient pour refuser PLOGOFF, valent pour tout autre site.

Il est temps d'arrêter de diviser la population bretonne. La leçon de PLOGOFF doit être retenue: c'est un refus massif du nucléaire. Il faut en prendre acte et s'attaquer dans un esprit nouveau aux problèmes réels de notre région: l'énergie, le chômage.

L'énergie: le projet Alter Breton a tracé les lignes essentielles d'un plan énergétique pour la Bretagne, s'appuyant sur les énergies renouvelables disponibles à l'échelon local (biomasse, vent, mer, solaire...) et sur les économies d'énergie. Il faut que l'investissement prévu pour la centrale nucléaire soit transféré sur un plan de ce type et serve à la construction d'unités de recherche et de productions d'énergies nouvelles.

Le chômage: il n'est pas lié à la construction d'une centrale qui au contraire accentuerait la désertification. A l'inverse, un plan de développement de type "ALTER" permet la sauvegarde et le développement des emplois actuellement existants et offre la possibilité d'une création d'emplois nouveaux adaptés à la région.

Nous pensons qu'il est encore temps de choisir clairement l'orientation qui saura mobiliser l'ensemble de la population.

Le C.L.I.N. de LANDERNEAU

Les groupes 1% Tiers-Monde  
du Finistère (Landivisiau, Lesneven  
Quimper, Plouescat, Pont-L'Abbé,  
Plougastel, Brest)  
13, Place au Beurre  
29000 QUIMPER

Quimper, le 25 Novembre 1981

et

La Coordination antinucléaire  
de Bretagne  
Centre Social Pen-  
29200 BREST

à M. Edmond HERVE  
Ministre délégué à l'Energie

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous faire savoir que nous tenons à affirmer notre désaccord avec les propos que vous avez tenus récemment, le 7 Novembre, lors de la pose de la première pierre d'une usine de transformation d'ordures ménagères à St-Eloy près de Landerneau.

Ce jour-là, vous avez déclaré : "J'affirme qu'il y a incompatibilité entre le discours qui vise à se passer du nucléaire et celui qui se penche sur l'avenir du tiers-monde". Suite à ces propos, nous tenons à dire que notre refus du nucléaire se fait à partir d'une mise en cause de notre consommation effrénée d'énergie et non pas en augmentant nos importations de pétrole. Bien au contraire, après une étude des besoins véritables et des ressources locales en énergie, c'est l'autonomie énergétique de chaque pays que nous visons.

Le recours au nucléaire, s'il nous permet de diminuer notre dépendance vis à vis des pays producteurs de pétrole, entraîne une autre dépendance vis à vis des fournisseurs d'uranium qui sont en grande partie des pays du tiers-monde (Niger, Gabon).

Affirmer que le pétrole doit aller en priorité aux pays du tiers-monde, c'est sous-entendu que ces pays doivent s'accommoder d'une dépendance dont les pays industrialisés ne veulent plus. D'autre part, une grande partie des ressources pétrolières étant déjà consommée, le pétrole ne peut donc être une solution à long terme pour les pays du tiers-monde. Ces pays, loin de développer leurs propres sources d'énergie dans un souci d'indépendance, continueraient de calquer leur style de développement sur celui des pays industrialisés. L'exemple de la Haute-Volta où, la quasi totalité des chauffe-eaux marche à l'électricité, est à ce titre éloquent.

Etre antinucléaire serait donc refuser le développement des pays du tiers-monde, nous disons, nous, qu'être antinucléaire, ici, c'est dire non à un choix énergétique qui ne fait qu'accroître l'interdépendance des pays industrialisés et des pays du tiers-monde et retarder dans chaque pays la recherche de solutions appropriées au problème de l'énergie. Si l'on veut accorder aux pays du tiers-monde une véritable chance de se développer, il nous semble urgent de commencer ici à lutter contre le gaspillage qui s'accompagne inévitablement du pillage des matières premières.

Veillez recevoir, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

# L'ENJEU DE LA HAGUE

## LE RETRAITEMENT

---

Le retraitement des combustibles irradiés a longtemps été une technique utilisée exclusivement à des fins militaires pour récupérer le plutonium nécessaire à la fabrication des bombes. Avec la poursuite des activités militaires et le développement des centrales électronucléaires (Graphite-gaz et PWR), la France a poursuivi et intensifié l'option retraitement des combustibles irradiés, les pouvoirs publics la présentant comme étant la seule solution réaliste, refusant d'envisager toute autre forme de gestion des déchets radioactifs et affirmant le savoir faire Français ("nous sommes les seuls")...même si les raisons invoquées ont évolué au cours des temps : raisons écologiques (meilleure gestion des déchets...) raisons économiques (récupérer l'uranium et le plutonium pour le réutiliser dans les centrales nucléaires...) raisons politiques (éviter la prolifération du plutonium...).

En fait, la France a choisi l'option Retraitement pour pouvoir récupérer le plutonium nécessaire au fonctionnement d'un nouveau type de centrale : le SURGENERATEUR. Le retraitement est le maillon le plus dangereux, le plus vulnérable de l'ensemble du cycle du combustible nucléaire. C'est le plus complexe et celui qui pose le plus de problèmes tant en ce qui concerne les conditions de travail que les conséquences sur l'environnement.

## LA FAISABILITE INDUSTRIELLE

---

La faisabilité industrielle du retraitement est loin d'être acquise et prouvée (la Hague en est à des résultats modestes au regard des prévisions)... L'industrie du retraitement est très fréquemment en état de panne... Cet état de panne quasi permanent, les multiples incidents et accidents aboutissent de fait au stockage forcé des combustibles... Mais un stockage réalisé dans la pire des situations, c'est à dire sans analyses, évaluations, recherches... jusqu'à présent les quantités de combustibles Oxydes retraités à l'usine de la Hague ont été largement inférieures aux lères prévisions du C E A qui prévoyait avec l'usine actuelle un passage graduel de 100 tonnes par an à 800 tonnes par an...et même inférieures aux prévisions COGEMA de 1977 sur une capacité de retraitement de 150 tonnes Oxydes par an entre 1978 et 1980 alors que de 1976 à 1980, 250 TONNES DE COMBUSTIBLES OXYDES ONT ETE EFFECTIVEMENT RETRAITEES.

1976	1977	1978	1979	1980
14,4 t	17,3 t	36,9 t	77,1 t	103 t

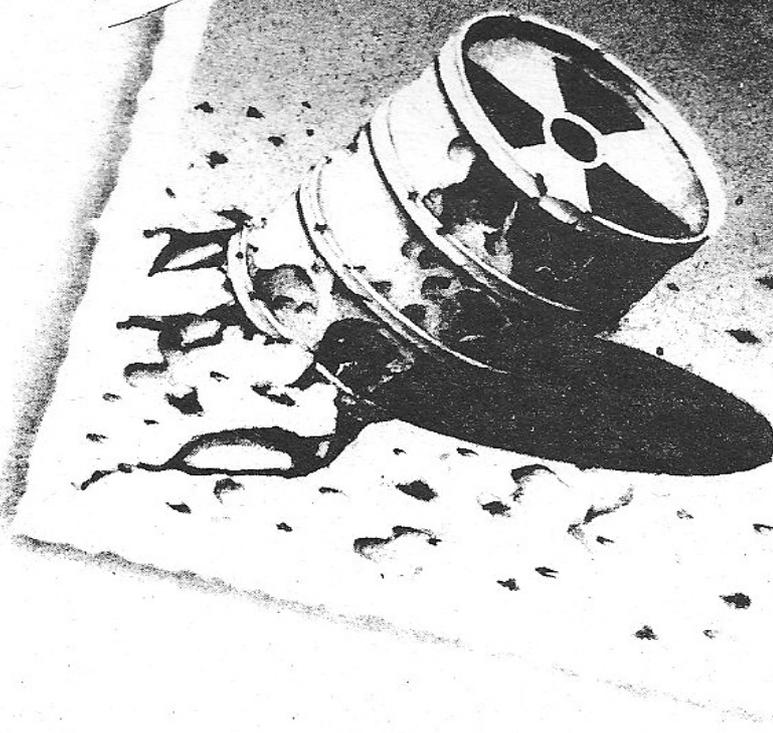
Ces chiffres démontrent d'une manière éloquente la non faisabilité industrielle du retraitement. Malgré cela, la COGEMA et le gouvernement n'ont cessé de poursuivre leur fuite en avant.. développant la conciliation à outrance, passant des contrats avec l'étranger portant sur 6 000 tonnes.

On s'achemine donc vers un stockage grandissant, vers une importante accumulation à la HAGUE de combustibles irradiés non retraités. En se basant sur une capacité de retraitement de 200 tonnes par an, ce qui est loin d'être acquis, on peut d'ailleurs calculer le volume de stockage annuel qui vient s'ajouter au volume déjà existant. Le tableau suivant indique les livraisons annuelles prévues (françaises et étrangères).

Année	Comb. Français	Comb. étranger	Stock restant en T
1980	60	124	214
1981	70	730	814
1982	85	847	1546
1983	370	847	2557
1984	495	720	3579
1985	565	834	4771
1986	670	635	5876
1987	855	434	6935
1988	960	475	8200
1989	1015	510	9525

Ainsi, même avec l'extension de la Hague (UP 2 800 et UP 3) que prévoyait l'ancien gouvernement, même avec l'extension de la Hague (UP 3) prévue par le nouveau gouvernement, sachant qu'il faut entre 8 et 10 ans pour construire et effectuer les essais d'une telle usine (soit au minimum une mise en service en 1990), un stockage considérable de près de 10 000 tonnes sera atteint au moment de la mise en service de la nouvelle usine (près de 20 000 tonnes en 1995). Avec UP 3, (800 tonnes spécifiques, 300 tonnes capacité réelle estimée) il faudra 20 ans pour retraiter les 6 000 tonnes de combustibles étrangers. Et quand on sait qu'au bout de 15 ans, une usine de retraitement est usée et source d'accidents multiples, quasiment pourrie, on mesure combien l'extension de la Hague est un pari économique et technique STUPIDE, la maîtrise industrielle du retraitement n'étant pas réalisée et qu'au delà d'UP3, il y aura UP 3 B.

*Bonnes Années*



# LA COLLECTE DE VERRE A BREST

Enfin... Après plus de 500 communes la Communauté Urbaine de Brest, organise un ramassage du verre.

49 bennes sur Brest, et les communes périphériques qui connaissent un succès certain :

200 Tonnes, le double des prévisions ont été collectés durant le 1er mois d'octobre.

Et plusieurs fois les services techniques ont du rappeler d'urgence le transporteur pour évacuer les tonnes de verre qui s'accumulaient.

Seulement cela ne nous fait rien d'entendre la bouteille se caser en tombant !

Toutes ces bouteilles brisées, perdues n'est ce pas aun autre gaspillage ?

En France, beaucoup de bouteille sont des emballages "perdus". Les hypermarchés en particulier ne reprennent que certaines bouteilles, et refusent beaucoup de bouteilles de jus de fruits, de bière, ou même de vin (3/4).

Pourtant le système de consigne, avec normalisation des bouteilles fonctionne très bien :

chaque bouteille d'un litre "cinq étoile" sert en moyenne 40 fois avant d'être détruite.

Alors pourquoi ne pas étendre ce système ?

En Suisse par exemple 80% des bouteilles en verre "vert" sont consignées.

Mais lorsqu'une expérience est menée à Tours ou Bordeaux pour ramasser les bouteilles entières, ces messieurs de St GOBAIN poussent les haut-cris.

Que vont-ils produire, si l'on ne gaspille plus le verre !

Et d'agiter le spectre du chômage, de fermeture des verreries !

C'est vrai que le retour à la consigne entrainerait la fermeture de 50% des verreries.

C'est vrai que 10% de bouteilles de vin de consignes en plus cela entraine la suppression de 320 emplois

MAIS il y aurait dans le même temps création de 500 emplois dans la distribution et l'économie de 32 000 tonnes de pétrole/an  
( source : ministère environnement)

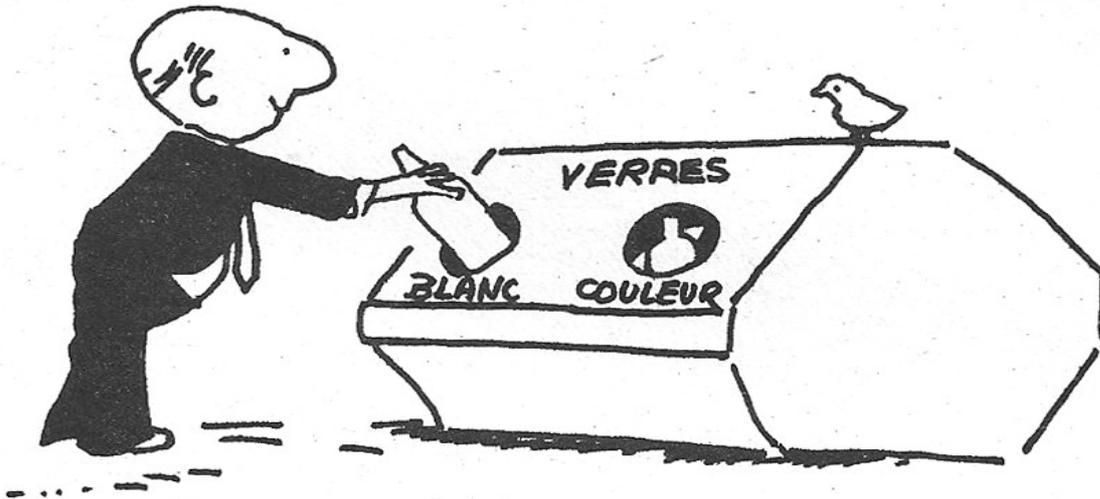
Alors qui maintient le chômage ?

Toute tentative de limiter le gaspillage du verre se heurte à des groupes de pression financier qui ont longtemps confondu intérêt de l'Etat et recherche du profit pour leur entreprise.

Cette industrie du verre est très concentrée, l'usine la plus proche pour toi l'ouest est Cognac. Et lorsque beaucoup de fabricants de jus de fruits font partie du même trust que les verriers... pour la normalisation des bouteilles, leur consigne vous repasserez...

Regardons de plus près le système de ramassage.

Les opérations de collecte ont été lancées en février 76 avec comme objectif 600 000 T de verre collectées en 80 (soit 50% du verre consommé en France) Même si cet objectif n'a été qu'à moitié atteint, le ramassage s'est généralisé (Tours, Orléans, Lille, Bordeaux, St Etienne, Dijon...)



Le verre est alors regroupé, puis cassé (à Ploemel pour la Bretagne) puis envoyé aux verreries.

Ce verre en morceaux est mélangé aux produits usuels de fabrications du verre Il permet d'abaisser la température de fusion du calcin donc d'économiser du fuel. Aussi son prix de vente à l'usine est-il élevé et progresse régulièrement 260F en 1981.

Si bien qu'à Brest, un représentant de St GOBAIN est venu proposer à la CUB ce ramassage collectif ; les verreries prospectent auprès des mairies pour s'assurer une arrivée régulière et importante de verre cassé.

Aux mairies d'organiser ce ramassage, d'investir dans les bennes, à St GOBAIN les bénéfices ultérieurs...

Mais sur ces 260 F seulement 54 F reviennent à Brest (à la ligue contre le cancer, d'après les termes du contrat entre la ligue, la CUB et St GOBAIN). C'est à dire que sur 5F seulement 1F est économisé, 3 autres francs servent au transport et un autre franc à casser le verre à Ploemel.

Donc pour économiser 1F on en gaspille 3 en transport ! !

Voilà bien une alternative de notre société centralisée où sont dites "rentables" les seules usines énormes...

Pourtant ce ramassage est une bonne chose parce qu'il serait stupide de préférer jeter les bouteilles...

Et puis ce ramassage démontre que la population brestoise est prête à participer à un effort d'économies d'énergie, à rejeter les gaspillages.

Mais ce ne peut être qu'une solution provisoire !

\* Cherchons plutôt à limiter les verres jetés.

\* Et regardons du côté des emplois locaux :

- quelles sont les possibilités de recycler les bouteilles auprès des négociants en vin de la région,
- peut on accroître la mise en bouteille locale (vin d'appellation courante, jus de fruits, bière... tiens la brasserie de Kérinou... elle n'était pas rentable diront certains et maintenant le verre est transporté dans les deux sens depuis où ?...)

\* Pourquoi ne pas établir à l'échelon du pays une véritable politique d'économies d'énergie ? Par exemple en taxant les emballages perdus comme le proposait le revue "Oxygène" : 33% de TVA pour les produits à emballage non consigné.

A quand le boucott de certaines marques qui refusent de consigner leurs bouteilles !

Avec le ramassage du verre, un tout petit pas a été franchi. Mais attention à ce qu'il ne serve pas à donner bonne conscience, le fond du problème c'est de lutter contre le gaspillage, pour une véritable consommation-

...et non recycler plus, pour gaspiller ensuite...

#### REMARQUE

Le recyclage du verre permet aussi d'économiser les matières premières normales du verre :  
sable, carbonate de soude, chaux.

- \* extraire moins de sable c'est ouvrir moins de nouvelles carrières nécessitant en général des déboisements.
- \* Utiliser moins de soude, c'est réduire la pollution des rivières dans les quelles se déversent les effluents des soudières (Doubs, Moselle) et la fabrication de soude est très gourmande en énergie : 400 kg de fuel par tonne de soude.

**JORNADAS**

**INTERNACIONALES**

**CONTRA LEMONIZ**



Dimanche, 30 août, 9 heures du matin. Fatigués par une semaine d'actions diverses, les antinucléaires du pays basque ont décidé de terminer la semaine internationale contre Lemoniz en beauté, but à atteindre sans se faire d'illusion bien sûr, approcher le plus possible la centrale. Après un rapide café, la foule part en petit groupe vers le point de rendez-vous, Algorta à 8 km de Bilbao. Arrivé à quelques centaines de mètres du lieu de rassemblement les discussions éclatent de partout, des balcons, des fenêtres, ...etc. La population du quartier interpelle (en Basque bien sûr) les manifestants " attention les grises sont déjà là". Les grises ce sont les camions des forces de l'ordre espagnoles.

Une solidarité qui relate bien la vie quotidienne au pays Basque. Une vie à laquelle nous breton nous avons participé pendant une semaine comme beaucoup d'antinucléaire de tous pays Allemands, Hollandais, Irlandais, Français...

L'HUMOUR NOIR  
NOUS AUSSI ON  
CONNAIT...!!

Le point principal de cette semaine fut le camping, en deux jours 1 000 personnes s'installèrent. Cette concentration permit un dialogue permanent. Ce fut surtout un lieu de fête, comme le précise l'un des organisateurs "Les solutions à nos problèmes quotidiens ne doivent manquer ni de joie, ni d'humour au contraire tout cela doit permettre une ouverture pour la mise en place d'une nouvelle façon de vivre"



Chaque jour un programme chargé, où il est difficile de faire un choix. Trois forums par jour, bien sûr avec comme thème le lutte antinucléaire de Lémoniz mais aussi sur le féminisme, chômage, répression linguistique et autres, homosexualité...etc. Cinéma permanent de 17 h à 1 h du matin ; avec la présence remarquée et appréciée de Nicole et Félix LEGARREC qui présentèrent leur film "DES PIERRES CONTRE DES FUSILS", qui se termina par une ovation du public dirigée vers Nicole qui dut saluer du balcon. Le frère de Boby SAND apporta d'abord son témoignage ensuite sa solidarité à la manifestation du samedi quand il prit la parole "l'Irlande et le pays Basque seront solidaires jusqu'au bout" Tout les soirs dans le vieux quartier de Bilbao se succèdent théâtre, musique fête populaire, jeux...etc; Les actions symboliques sont nombreuses, simulacre d'accident nucléaire, incendie d'un mannequin symbolisant les EtatsUnis...etc.

Le samedi 25000 personnes se rassemblent dans le centre de Bilbao, slogan principal et interdit "Vive E.T.A. MILITAIRE" avant dislocation prise de parole de toute les délégations étrangères. Le lendemain, marche sur la centrale nucléaire de Lemoniz, les forces de l'ordre interviennent, résultat ; 2 personnes torturées, 8 arrêtées et 8 blessées. Une répression présente durant toute la semaine, pour un Basque se faire arrêter veut dire aussi se faire torturer. Comme le montre certains dessins ou affiches où sous chaque casque de c.r.s. on peut voir le visage de Franco.



LE FRERE DE BOBY SAND UN  
PERSONNAGE QUI A  
BEAUCOUP DE CHOSE A DIRE



LA VIE QUOTIDIENNE AU PAYS BASQUE.....



Lémoniz est une petite ville côtière à une vingtaine de km au nord du gigantesque complexe industriel de Bilbao.

Le 23 mai 1873, la direction générale de l'énergie accorde à la société Iberduero l'autorisation de construire deux réacteurs de 900 MW chacun près de Lemoniz. La société, après avoir signalé que le site était initialement prévu pour deux réacteurs de plus, demande, le 27 décembre 1973, l'autorisation de construire en pays Basque trois autres centrales nucléaires : Punta-Endata, en Guipuzcoa ; Orguella en Biscaye et Bergara en Navarre. L'ensemble de ces constructions nucléaires regrouperait ainsi 7 réacteurs, soit une puissance globale de 6800MW. Dès l'annonce du projet, la réaction populaire, re-

groupée autour des commissions antinucléaires, s'organise. Un peu partout, les ensembles urbains se couvrent de vastes fresques murales dénonçant la nucléarisation du pays Basque. "Zentral Nuclearik Ez" , "Non aux centrales nucléaires", devient le leitmotiv de la lutte qui s'organise dans toute l'Euskadi. Très vite, Lemoniz devient le symbole de cette lutte antinucléaire des Basques. Certainement parce que c'est là, dans cette région de très forte concentration urbaine, que l'on ressent le plus vivement le risque qu'un accident nucléaire ferait encourir à la population. Là un accident fortuit ou provoqué aurait des conséquences monstrueuses. Certainement, la majorité de la population des provinces atlantiques devrait être évacuée.

Aussi le mouvement populaire "Défense d'une côte Basque non nucléaire" a-t-il pris des proportions phénoménales :

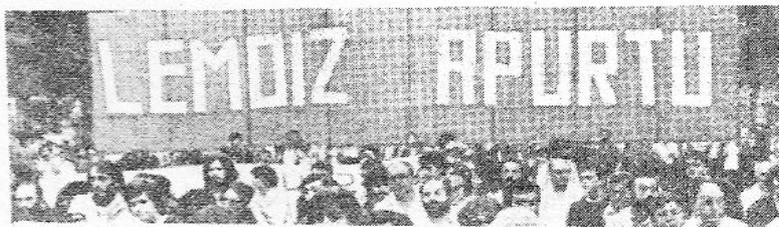
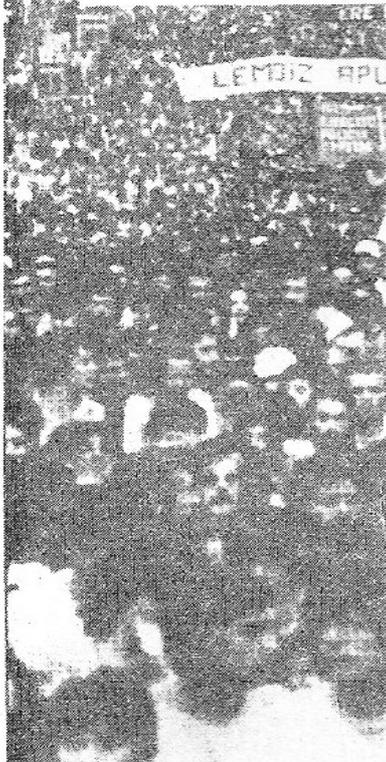
- le 14 juillet 1977 150 000 personnes se rassemblent à Bilbao,
- 200 000 à Lemoniz, le 12 mars 1978.

La bataille, lancée tous assimuts contre ce qu'il est devenu commun de nommer l'étatisation nucléaire, débouche sur les domaines juridiques, économiques ou politiques. La bagarre fustige le manque de clarté ou la complicité de certains partis, tels que le P.C.E. (Parti Communiste Espagnol), P.S.O.E. (parti socialiste) ou le P.N.V. (parti nationaliste), leur attitude est pour le moins peu claire : d'une part ils se sont abstenus de toute réponse à une proposition d'euskadiko eskerra (gauche basque) de cessation du chantier de Lemoniz , d'autre part ils appellent à une manifestation antinucléaire.



La mort de José ALVAREZ, 25 ans, le 20 décembre 1977 (militant de la branche militaire d'E.T.A.) ainsi que l'assassinat de Gladys (militante antinucléaire) pendant une manifestation contre Lemoniz, accentua encore davantage le caractère symbolique de Lemoniz.

Le 17 mars, dix kg d'explosifs explosent sur le chantier de Lemoniz. Les dégâts provoqués par le sabotage, revendiqué par l'E.T.A. militaire, sont évalués à quelques 500 millions de Pesetas. Mais autre gros point noir de la lutte antinucléaire, l'explosion provoqua la mort de deux ouvriers et des blessures à 14 autres, la chantier n'ayant pas été évacué.



LEMONIZ APURTU

(LEMONIZ DEMOLITION)

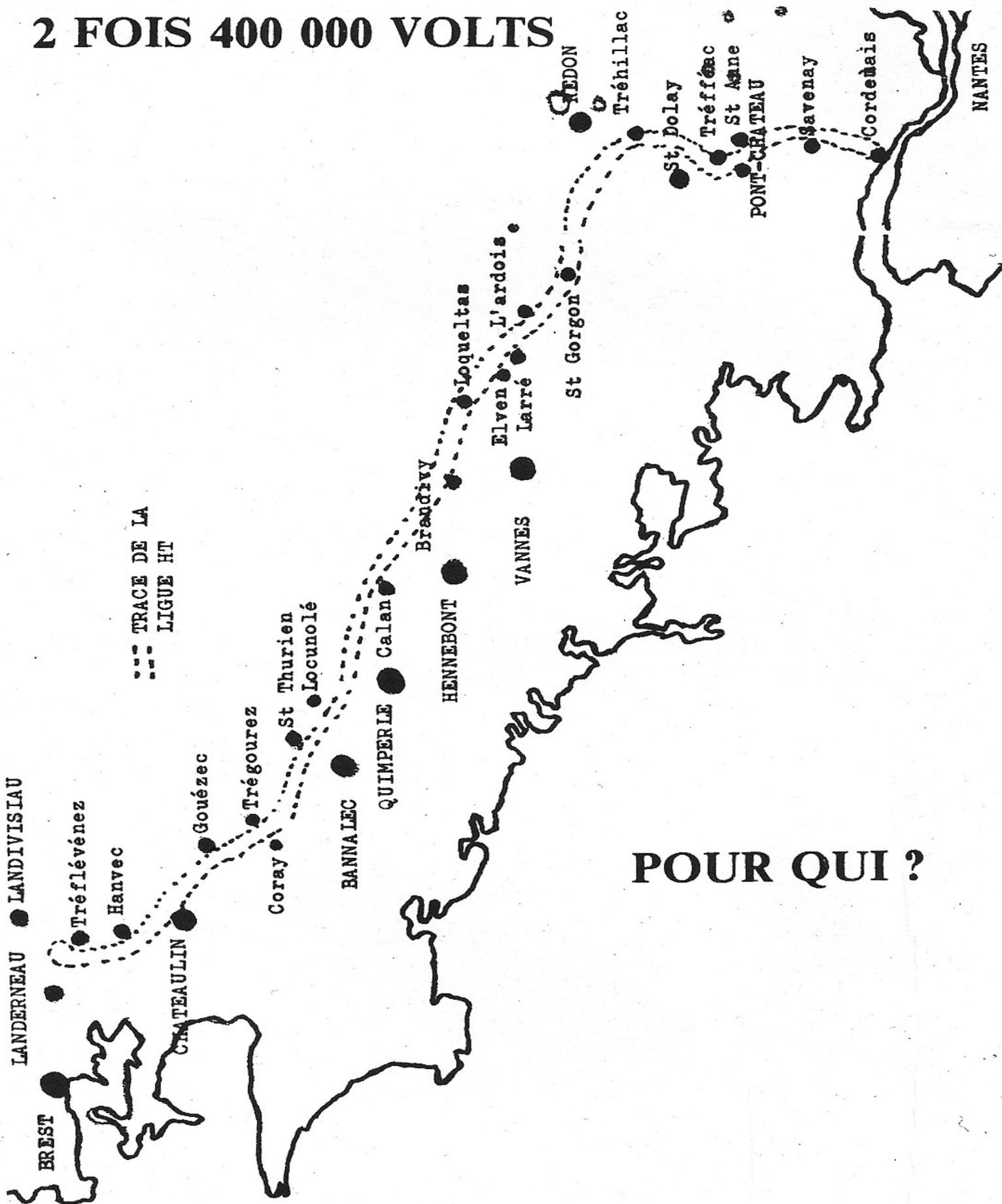


**A SUIVRE...**

A la suite de diverses manifestation mais surtout de cette radicalisation dans l'opposition à la construction de la centrale, Westinhouse, associé à Iberduero, refuse de poursuivre davantage sa participation. Le chantier de Lemoniz est arrêté. Mais quelques temps avant les élections de 1979, Iberduero trouve comme partenaire une société japonaise. Le projet, quasiment gelé de part la défection de Westinhouse, est relancé et revient aux premières loges de l'actualité. Le mouvement populaire se remet en branle : grace aux nombreuses structures de bases que possède le pays basque, sans lequel d'ailleurs les organisations armées ne pourraient rien faire.

A nouveau, en mai 1979 un commando d'E.T.A. militaire sabote la centrale en construction, malgré le mise en place d'importante structure de protectin du chantier. Une fois de plus E.T.A. venait d'apporter son élément radical à la lutte populaire. Cet élément qui fait dire, aux antinucléaires : "E.T.A. est toujours avec le peuple basque. Voilà pouquoi, il n'y aura pas de centrale nucléaire en pays Basque". Ils rajoutent avec un haussement d'épaules : "Oui, mais, vous savez, s'ils en mettent tout autour d'euska di...".

# 2 FOIS 400 000 VOLTS



# QUESTIONS

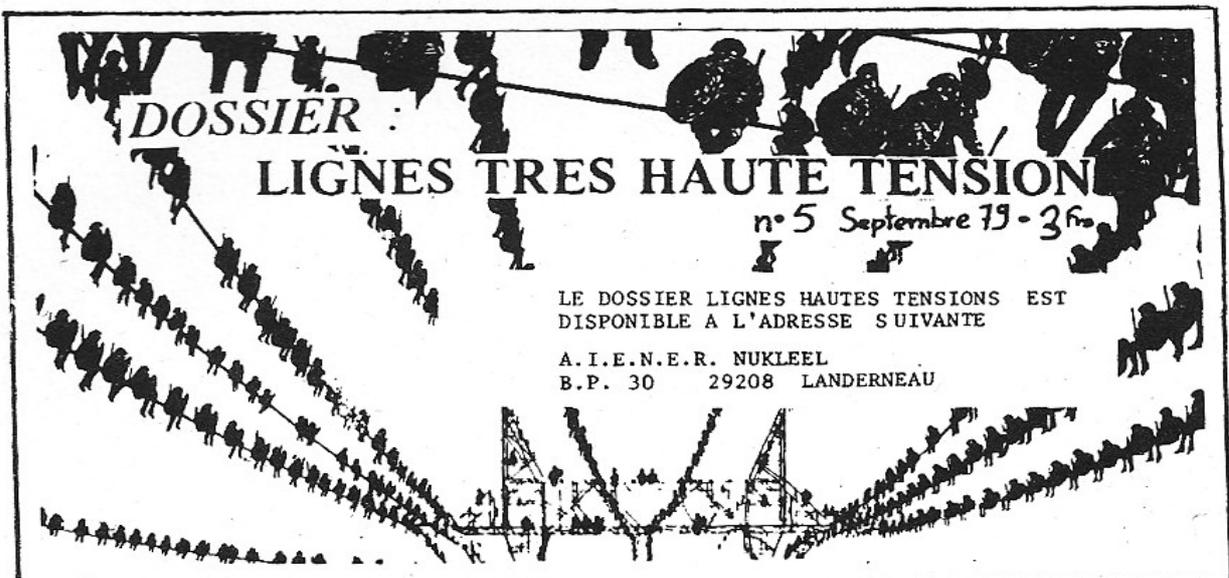
Peut-on croire E.D.F. quand son représentant du Sud-Finistère affirme qu'il n'y aucun danger aux abords des lignes et que rien n'est changé pour les cultures ?

Les agriculteurs pourront-ils ramasser le foin ou la paille sans risques ? Les câbles descendent à 8 mètres du sol. L'agriculteur qui finit sa remorquée, se trouvera à moins deux mètres des câbles de 400.000 volts.

La végétation haute (maïs par exemple) est-elle compatible avec les amorçages qui se produisent par temps humide entre les lignes et le sol ?

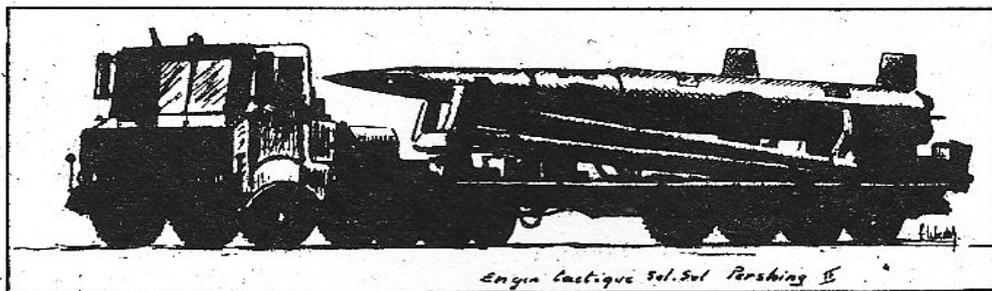
Quand un endroit devient dangereux, on évite de le fréquenter.

E.D.F. et l'Etat après quelques accidents donneront peut-être aux agriculteurs quelques conseils sur l'art et la manière de cultiver les terres aux abords des lignes haute tension. E.D.F. aidera les "usagers" des lignes à s'adapter aux nouveaux risques et à vivre en permanente insécurité. Pourtant on nous a toujours dit que "le progrès n'est pas ce qui détruit".



**DOSSIER :**  
**LIGNES TRES HAUTE TENSION**  
n° 5 Septembre 79 - 3 frs

LE DOSSIER LIGNES HAUTES TENSIONS EST  
DISPONIBLE A L'ADRESSE SUIVANTE  
A.I.E.N.E.R. NUKLEEL  
B.P. 30 29208 LANDERNEAU



## LES MOUVEMENTS EUROPÉENS

### Nucléaire militaire

Très divers dans leurs natures, ceci étant dû aux cadres politiques, socio-culturels dans lesquels ils évoluent, les mouvements des différents pays européens se sont mobilisés afin de s'opposer massivement à l'implantation, décidée par les stratèges américains de missiles à moyenne portée: "Cruise" et Pershing II" .

Depuis 1979 ils ont mené réflexions et actions qui ont aboutis aux manifestations de masse de Londres, Bruxelles, Bonn, Rome... la France ayant dans ce cadre une position très spécifique.

Ces mouvements ont par la clarté de leurs revendications démontrés le non-sens dont ils sont taxés par les médias en termes de Pacifistes et neutralistes. Les faits le démontrent. Ce sont les stratèges américains qui ont décidé d'imposer ces missiles à l'OTAN afin de déplacer le théâtre d'un conflit nucléaire limité en Europe (M. Reagan) mettant ainsi à l'abri le territoire américain... !

Les revendications contre la nucléarisation militaire s'adressent autant aux américains qu'aux soviétiques avec leurs "SS 20".

Et comme le souligne Gérard Ugeux, membre de la Coordination Antimissile Belge : "personnellement je ne me fais aucune illusion sur les résultats de négociations USA-URSS sur les Euromissiles. Ce sera sans doute l'échec. Ce qui permettra à l'URSS de continuer à déployer ses "SS 20" et aux américains leurs "Pershing II" et leurs missiles de croisières.

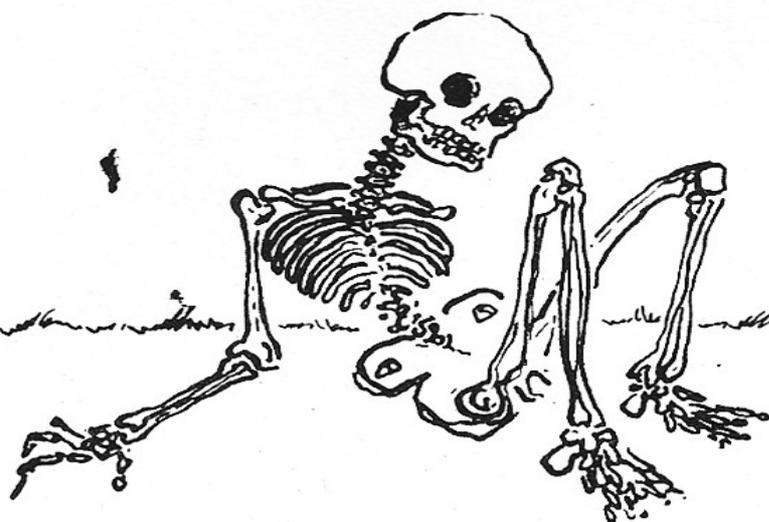
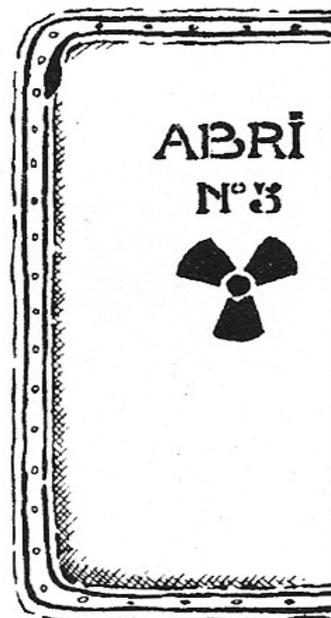
Et l'Europe là-dedans ? A-t-elle son mot à dire ? Non. C'est contre cette dépendance politique que nous nous insurgons..."

Et les différents mouvements sont là pour exprimer cette volonté politique que les gouvernants semblent peu désireux de défendre, souvent plus liés aux états majors étrangers qu'à la volonté de leurs propres peuples.

Alors quels sont ces mouvements ?

En Grande Bretagne c'est le C N D (Compagne for nuclear disarmement) qui regroupe plus de 20 000 membres. Ces membres se répartissent sur tout le territoire anglais et agissent dans la vie publique (manifestation, débats avec les élus, les partis, les syndicats, les églises). Leurs objectifs sont de s'opposer au développement d'une force de frappe, à l'implantation de missiles "Cruise" et équipement de missiles "Trident II" sur des sous-marins.

**AT HOME**



*CAUTIER*

ILs ont d'ailleurs déjà été confrontés à une mission par l'OTAN, désireuses de connaître leurs revendications.

De plus le parti Travailleiste a décidé de soutenir ces actions en demandant à ses communes de se déclarer zones dénucléarisées. Il faut souligner que le thème du nucléaire militaire est d'une importance vitale pour les prochaines élections.

En Belgique le mouvement a démarré dans les couches les plus sensibilisées et dans la plus grande partie du côté Flamand (mouvement de Paix, organisations de Jeunesse, extrême gauche...). Il n'existe pas d'unité des forces politiques pour accepter les Euromissiles ce qui facilite le travail de base : interpellation du corps enseignant, le pouvoir communal, les églises. Les gens font ensuite pression dans leurs organisations syndicales ou politiques qui sont réduits à suivre le mouvement. Les Belges montrent leur attachement à garder les initiatives au sein de leur pays et veulent éviter un mouvement européen qui réduirait leur marge de manoeuvre. Par leurs actions ils ont amené les Eglises à les soutenir et interviennent eux aussi auprès de l'OTAN et pensent même être présents lors de l'ouverture des négociations URSS-USA à Genève.

L'Allemagne de l'ouest a quant à elle aussi un mouvement solide né d'une liaison entre les différents mouvement de Paix et mouvement Ecologiste qui a obtenu des résultats conséquents lors des dernières élections. De plus par son passé l'Allemagne a dû se poser des questions fondamentales sur sa militarisation. La reconnaissance et le libre droit de l'objection de conscience ont permis une Dynamique sur les questions militaires. Ce qui amène le mouvement actuel à développer cinq objectifs :

- pour une politique des premiers pas bien calculés vers le désarmement total,
- pour la reconversion de production militaire en production socialement utile,
- pour le développement et l'entraînement aux méthodes de défense non-violentes,
- pour la sortie de l'OTAN de la RFA,
- pour la dissolution des blocs militaires.

Afin de mener à terme ces objectifs le mouvement allemand propose un plan d'action sur 3 ans, fondé sur le principe de non-collaboration notamment au niveau de l'Impôt, du vote, du service militaire, de l'industrie d'armement.

En effet tout le monde participe d'une façon ou d'une autre au fonctionnement de ce système.

En Allemagne les partis politiques connaissent de sérieuses remises en cause notamment le Social Démocrate, Quand au C D U il est lui très favorable à l'implantation des missiles.

L'Italie et l'Espagne connaissent aussi une opposition massive malgré l'accord déjà prononcé par leurs gouvernements respectifs.

Il importe de suivre l'évolution de ces mouvements car ils ont entamé une remise en question des systèmes de défense, ce qui a amené le président Reagan à modifier ses propositions, et de soutenir leurs actions et les faire connaître.

# ICI, CROZON !

CROZON ! Les sousmarins ! Les militaires ! ...  
après le 10 mai, quoi de neuf ?

Ils sont de gauche ! ! !

Mais à part ça, dans notre petit train-train quotidien, nous ne voyons aucune différence, ni à notre échelon : autant de manoeuvres de toutes sortes (sur mer, sur terre, et l'air) ni à l'échelon supérieur où la politique gouvernementale en matière de défense reste aussi inquiétante : Hernu dépasse toutes nos craintes (bombe à neutrons !).

Pour vous, lecteurs de Nukleel nous nous devons de faire un petit bilan des événements qui se sont passés dans la Presqu'île depuis le 10 mai. En Juillet, après le rassemblement du 27 juin à Crozon contre le nucléaire militaire (qui, à notre grande déception n'a rassemblé que 1 500 personnes - Plogoff, le lendemain en ramassait plus de 30 000 !), trois députés socialistes ( BREST- CROZON - DOUARNENEZ) interpellèrent personnellement, par écrit le ministre de la défense sur les projets d'extension des terrains militaires dans la Presqu'île de Crozon.

Peu après, ils faisaient paraître dans la presse la réponse de Hernu qui affirmait : plus aucune extension militaire dans la Presqu'île de Crozon, la population n'avait pas lieu de s'inquiéter, l'Ile Longue était suffisamment grande pour accueillir les 2 nouveaux S.N.L.E. prévus par le nouveau gouvernement (et où vont ils mettre les sous-marins d'attaque ?).

Mitterrand peu après, lors de sa visite à l'Ile Longue et à Brest (avec Hernu) confirmait les affirmations précédentes du ministre de la défense.

Après cette "petite victoire", le comité contre l'extension des terrains militaires dans la presqu'île de Crozon s'est réuni pour définir ses nouvelles orientations ! Devait-il se saborder ? Devait-il continuer sur des bases différentes ?

A l'unanimité, le comité a estimé qu'il devait encore exister pour :

- 1°) demeurer vigilant sur des extensions militaires sournoises ( on a appris à être méfiant !)
- 2°) protester contre toutes les nuisances et tous les dangers des installations existantes qui transforment la pointe de la Bretagne en un ghetto militaire et en cible de choix lors d'un conflit,
- 3°) dénoncer le scandale des essais nucléaires dans le Pacifique (qui durent depuis 20 ans dans l'indifférence générale) et s'opposer à tout armement nucléaire.

Le 6 août à l'occasion de l'anniversaire d'Hiroshima, avec d'autres mouvements, le comité a organisé à CROZON un jeûne pour la paix et une journée d'information : par ce jeûne, nous avons voulu montrer (surtout sur cette terre militarisée) notre solidarité avec tous les mouvements pour la paix qui en Europe ont manifesté à cette date leur opposition à toute la politique mondiale de l'armement .

A rappeler la marche des femmes pour la Paix, l'appel des 40 prix nobels, la grève de la faim de Marco Pannella député au parlement européen (partito radicale italien) etc...

Si dans notre petit coin perdu, la population a été facilement rassurée et s'est démobilisée, pour nous membres du comité, il nous semble toujours particulièrement important de continuer cette action sur un plan élargi et de profiter des courants pacifistes actuels en Europe pour faire avancer la sensibilisation des gens sur tous ces problèmes militaires - ( peut être en fusionnant avec d'autres mouvements qui luttent pour la Paix). Mais notre grande attente actuellement c'est peut être aussi la grande mobilisation des C.L.I.N. sur le problème du nucléaire militaire '

Le Comité Contre L'Extension des Terrains Militaires

# APPEL DU LARZAC

Au Larzac, cet été, se sont tenues des rencontres internationales pour la Paix. Environ 500 personnes du monde entier réunies: Brésil, Bolivie, Pérou, Indiens d'Amérique du Nord, Japonais de Narita, Polonois, iraniens, afghans, Afrique Australe, proche orient Afrique, Irlande, Turquie, Guadeloupe, Allemagne, Angleterre, Suisse, Belgique...

Bien entendu, l'un des thèmes de réflexion a été l'escalade nucléaire et le danger de guerre en EUROPE. A l'issue de ces rencontres a été lancé l'appel que nous reproduisons ici.

Le 10 Octobre, à Bonn, devant plus de 300 000 personnes, Pierre Yves de Boissieu, paysan du Larzac a repris les termes de cet appel et a appelé à la constitution en France d'un vaste mouvement contre l'armement nucléaire.

L'été 1981 est un moment dramatique de relance de la course aux armements du fait de la décision du président Reagan de produire en série la bombe à neutrons ainsi que de la poursuite des projets de déploiement d'armes nucléaires nouvelles en Europe : d'une part, les missiles SS 20 soviétiques et, d'autre part, les missiles américains «cruise» et «pershing II», qui doivent être installés dans cinq pays voisins de la France, accroissent de façon considérable les risques d'une guerre nucléaire sur le sol européen lui-même.

L'utilisation de ces armes de «bataille nucléaire» réduirait à l'état de cendres toute l'Europe, tuant directement des millions d'être humains et condamnant la plupart des autres à une lente agonie.

Les participant(e)s aux Rencontres Internationales du Larzac pour la Paix d'août 1981, membres de nombreux mouvements de France, d'Europe et d'autres continents, appellent instamment la population française à prendre conscience de la gravité de cette menace et à s'opposer à l'escalade en

cours.

Dans plusieurs pays d'Europe occidentale, se développent déjà de puissants mouvements contre la guerre et plus particulièrement contre l'installation de nouvelles armes nucléaires américaines.

Ainsi, en République Fédérale Allemande, une large opposition met le chancelier Schmidt en difficulté. Un million de personnes ont signé une pétition contre l'installation des missiles américains sur leur territoire ; cent mille ont manifesté à Hambourg contre les préparatifs de guerre. Aux Pays-Bas, la campagne du mouvement chrétien IKV a convaincu une majorité de citoyens qu'il était possible de commencer par la Hollande la dénucléarisation de l'Europe. En Grande-Bretagne, une manifestation de cent mille personnes a marqué la renaissance de la campagne pour le désarmement nucléaire, qui compte à ce jour plus de 250.000 adhérents, lesquels animent un impressionnant mouvement de protestation au sein de plus de mille groupes locaux.

En France, les élections de mai et de juin ont représenté l'espoir populaire d'une politique nouvelle en matière de défense nationale et d'alliances militaires. Le nouveau gouvernement n'a toujours pas rompu avec les orientations prises précédemment par l'ancienne majorité. Or :

- Il peut décider d'arrêter la construction de nouveaux sous-marins nucléaires et de ne pas installer de nouveaux missiles sur le plateau

d'Albion, dont l'objectif est l'anéantissement massif de populations innocentes.

- Il peut mettre un terme à des projets aussi dangereux que le Super-Pluton, la bombe à neutrons et la fusée stratégique mobile SX.

- Il peut faire pression, d'une part sur les gouvernements étrangers favorables à l'installation des fusées américaines en Europe pour les amener à renoncer à ces projets, comme le souhaite de façon croissante une large part des populations concernées et, d'autre part, sur le gouvernement de l'URSS.

Une véritable politique de gauche, qui répond aux aspirations profondes des peuples, se doit de prendre des positions claires contre la stratégie des blocs et des alliances militaires et de contribuer ainsi à l'arrêt de la course mondiale aux armements.

Nous lançons donc un appel à la constitution en France d'un vaste mouvement contre la guerre et l'armement nucléaire, qui prenne sa place dans le courant européen et, avec lui, conteste vigoureusement la prolifération des armes nucléaires tant à l'Ouest qu'à l'Est.

La résistance du Larzac a permis d'arrêter l'extension d'un camp militaire : la résistance solidaire des peuples d'Europe doit permettre de stopper l'extension du péril nucléaire.

**Coordination provisoire :**  
**Service Civil International**  
129, rue du Fbg Poissonnière  
75009 PARIS.



# QUOI DE NEUF A CROZON

## Comment la France participe au désarmement

### La pyrotechnie, vous connaissez ?

"Le Flot", journal des armées diffusé à l'arsenal de Brest nous renseigne :

" Parti de l'île longue depuis 48 heures, un sous marin type " le Redoutable", longe les côtes du Centre d'Essais des landes en plongée, à l'immersion de lancement de missiles.

Ce SNLE doit, dans quelques secondes, lancer un missile MSBS M 20.

Comme tous, dans le PC de tir, l'Ingénieur de l'Armement chargé de la Pyrotechnie, qui représente la D.C.A.N. de Brest, retient son souffle !

Le décompte s'opère :

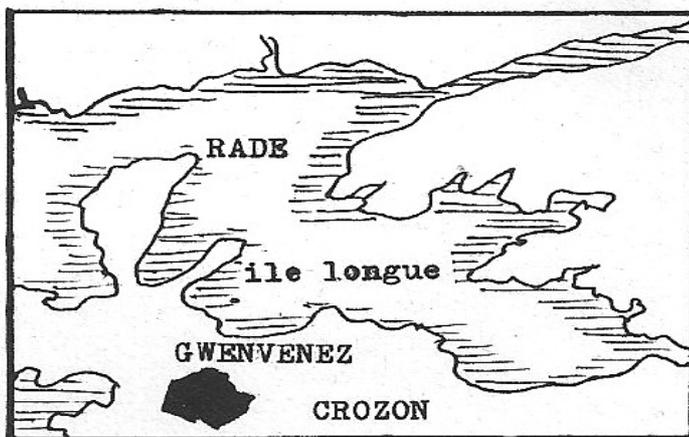
5, 4, 3, 2, 1....FEU= H,

puis :

- missile parti-allumage-séparation 1er/2ème étage
- H + 2 minutes séparation 2ème étage:case à équipements.

La trajectoire du missile s'inscrit sur la table traçante.

Le missile qui vient d'être lancé a été préparé par la pyrotechnie de l'île Longue."



### Déjà 16 ans d'une histoire discrète

" C'est en 1965 que fut prise la décision de créer la base de l'île Longue. Les travaux débutaient fin de l'été 1967 et un peu moins de trois ans après, en juin 1970; la mise en service de la base et de la pyrotechnie intervenait.

Les articles de presse de l'époque qualifiait de "dantesque" le chantier qui fut le plus grand d'Europe.

La Pyrotechnie est implantée à l'île Longue proprement dite vers Crozon (200 hectares)."

### On y fait quoi au juste ?

" Depuis 1970, la Pyrotechnie qui est chargée de la préparation, la délivrance et la maintenance de tous les missiles MSBS a vu se succéder 3 générations de missiles:

- Le M1, opérationnel jusqu'en 1975, capable de porter à 2500 km une bombe atomique d'importance égale à 25 fois celle d'HIROSHIMA,
- le M2 capable de porter la même bombe mais à 3000 km, opérationnel jusqu'en 1979,

- le M20 opérationnel depuis 1976 et qui équipe le SNLE capable de porter la bombe mégatonnique thermonucléaire, à plus de 3 000 km.

Actuellement, la Pyrotechnie assure le maintien en condition des missiles des SNLE opérationnels et des systèmes électroniques et informatiques qui y sont directement associés à bord et en Pyro. Elle doit également conduire les transformations importantes liées au développement et à l'installation du missile M4 (futur missile des SNLE à partir de 1985)."

## Quand on vous dit : "Désarmement nucléaire".

// Depuis plus de deux ans, la Pyrothecnie à l'Ile Longue et à Guenvévez connaît une nouvelle et intense activité de chantier. Cette transformation extrêmement importante est consécutive au développement du nouveau missile M4 qui équipera dès 1985, le sous-marin "l'Inflexible".

Dès 1982, le "Gymnote" lancera des missiles de développement préparés à l'Ile Longue et Guenvévez par la SNIAS.

Le missile M4 sera très différent du missile M20 : plus lourd, beaucoup plus gros.

Il aura une **architecture** différente. Il emportera plusieurs têtes thermonucléaires indépendantes à plus de 4000 km. La quasi totalité des postes de travail seront différents pour le M4 et le M20 qui restera en service encore de nombreuses années après 1985.

Les transformations portent sur la construction de nouveaux bâtiments (une trentaine), la transformation d'une quinzaine de bâtiments.

40 000 m<sup>3</sup> de béton seront coulés, 400 000 m<sup>3</sup> de terrassement effectués.

Comme pour les missiles précédents, c'est le personnel de la pyrothecnie qui aura dès 1984, la responsabilité de préparer tous les missiles M4.

Debut 1985, le premier sous-marin nucléaire doit quitter l'Ile Longue avec ses **missiles M4**.

Pour atteindre cet objectif, la Pyrothecnie est en pleine transformation : elle va devoir successivement prendre en charge et armer les postes de travail. En 4 ans, les matériels gérés seront passés de 50 000 à 110 000, la documentation de 10 000 volumes à 20 000, le nombre d'ateliers à entretenir de 30 à 50, le nombre de bancs de mise en oeuvre de 15 à 25, le nombre de matériels roulants de 50 à 100.

La Pyrothecnie doit également conduire cette transformation simultanément avec une activité opérationnelle intense.

Le plan de charge de la Pyrothecnie est donc largement garanti.

## Rassurés ?

### CHEF DE GUERRE CONTRE LE CHOMAGE



— Allô, Henu ! A-t-on honoré les contrats d'armements ?



LA BOMBE "A" 30 SECONDES APRES L'EXPLOSION

## DU NEVADA A MURUROA

C'est le journal "actuel" qui le premier a levé le lièvre. Dans les années 50 les américains avaient choisi le désert du Nevada pour expérimenter leur armement nucléaire. Après chaque explosion des soldats non protégés devaient manoeuvrer sous les retombées radioactives. Parfois aussi c'était des civils qui se retrouvaient aux premières loges tels ces cinéastes qui tournaient un western et dont la moitié sont ensuite morts d'un cancer, au total 90 personnes. La photographie ci-contre est extraite de Paris-Match de Décembre 52. Le 30 avril, sur un plateau du Yucca, dans le Nevada, l'armée américaine expérimente une bombe A. Cette photo a été prise 30 secondes après l'explosion par le capitaine qui commande les hommes du premier plan. Qui nous dira combien d'entre eux sont morts de cancers ou de leucémies ?

Ailleurs, à St Georges, Utah, c'est tout une petite ville qui est contaminée. Les jours d'explosion on amenait les enfants des écoles au sommet d'une colline proche pour observer le bel arc en ciel. Leucémies et malformations ne se comptent plus, un centre spécial doit être installé pour recueillir les enfants anormaux.

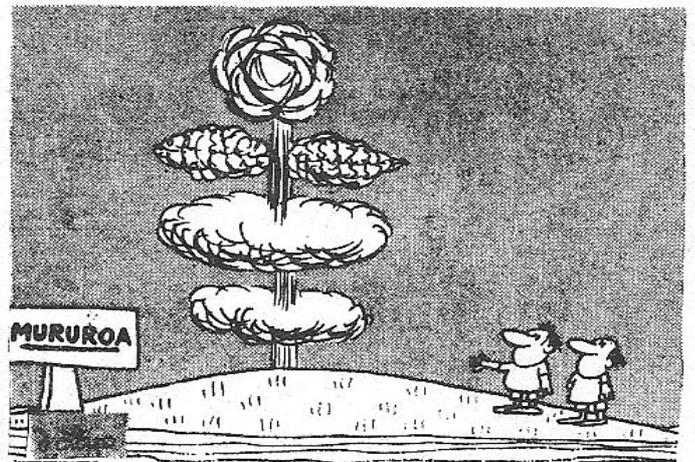
Et voilà qu'Actuel à nouveau et Libération ensuite viennent nous rappeler que nous avons nous aussi notre Nevada. Que se passe-t-il à Mururoa. Actuel enquête : des malades polynésiens atteints de cancers arrivent très discrètement dans les hôpitaux français, d'autres sont traités dans les hôpitaux de Dunedin et d'Oahland au frais de notre gouvernement. Mais, secret militaire, il est très difficile d'avoir des statistiques précises. Dans "Libération" c'est un article sur l'atoll lui même qui nous apprend que 2500 personnes qui y sont en permanence vivent dans un univers ultra pollué par la radioactivité. Les travailleurs civils et les militaires bretois qui ont travaillé ou travaillent encore dans ce centre d'essai savent-ils exactement quels risques on leur fait courir ainsi qu'aux populations polynésiennes. Le centre est si pollué

qu'on parle de le transférer à Fangatofa, un autre atoll déjà utilisé en 66 et 68 pour quelques tirs aériens.

Fangatofa ! Cela nous rappelle une conversation un jour à un stand de Nukleel. Notre interlocuteur nous racontait qu'après un des essais de 68 il avait été envoyé sur cette ile pour tracer à coup de buldozer une piste d'atterrissage. A l'arrivée du premier avion il avait eu la surprise d'en voir sortir une équipe en tenue de décontamineurs. Avec ses copains ils travaillaient depuis plusieurs jours à tracer cette piste sans aucune protection. Détail : ces militaires étaient tous des jeunes qui avaient devancé l'appel et qui étaient donc libérés, ni vus ni connus, au bout de leurs deux ans. Si un cancer ou une leucémie devaient ensuite se déclarer, qui irait faire le lien entre cette maladie et l'opération de décontamination.

Des témoignages de ce type et d'autres concernant l'Ile Longue commencent à nous arriver. Nous souhaitons qu'ils soient encore plus nombreux afin de pouvoir nous aussi, un jour, ouvrir publiquement ce dossier.

A vous tous donc de nous aider à le constituer.



— On a mis ça spécialement au poing

pour la visite d'Hernu !

# LA CENTRALE SONNE TOUJOURS DEUX FOIS

Laisserons- nous ce titre devenir celui d'un mauvais film pour la Bretagne et le Finistère ?

En tous les cas, croyez-moi, certains Conseillers Généraux pourraient bien vouloir en devenir les producteurs. C'est un des scénarios qui leur a été soumis le 20/11/81 au C.G. à Quimper.

Plogoff évanoui, ils prennent toujours leurs rêves pour des réalités et, il y pensent dur, nos C.G.<sup>x</sup>, à une centrale nucléaire dans le département!§

Comme me dit Georges Cadoudal, Président d'Evit Buhez Menez Arré ( eh oui, ils sont peut-être à nouveau sur la selette à BRENNILIS\*!)

"Se taper 4H de C.G. sur le P.R.B.\* ça vaut parfois le coup !..." Il venait, avec ses copains, de se faire traiter de "groupuscule de pression, rappelant fâcheusement ceux-là même qui, à Plogoff etc..."

Vous devinez la suite, surtout si je vous dis que c'est Alphonse Penven, C.G.6P.C. du canton d'Huelgoat, qui vient de parler.

Les élus communistes remontent au front aujourd'hui au Conseil Général Pas très fins nos élus P.C. dans ce Conseil ! Avec leurs gros sabots, ils réclament la manne céleste, l'énergie nucléaire.

La droite, "alliée de circonstance" ne va pas aussi loin, même Guerneur, ardent défenseur d'une centrale au CAP - SIZUN, me paraît plus fin politicien

" Il faut résoudre le problème de l'énergie dans le Finistère, dit-il mais, avec mes amis (entendez par là : Lombard, De Bennetot, Arzel, Bécam, Haurman, Goasduff, Cogan... belle fourchette qui nous rappelle beaucoup de choses en Finistère !)

Nous sommes pour une proposition moins précise ; nous sommes pour qu'une commission du C.G., conduite par M De Bennetot, rencontre le gouvernement. Que, celui-ci nous fasse une proposition" Texte adopté...

Bonne tacticienne "l'ancienne majorité" ! Laisser le P S face au problème, attendre, tout en se réservant le droit en tant que Conseil Général de refuser ces propositions.

Mais une constante tout de même dans les différents discours, la solution : c'est une grosse unité de production.

Pas facile de décentraliser la tête de ces notables !

Une voix pourtant s'est élevée en fin de séance ( et, en plus, celle d'une femme\*! " Peut-être le Finistère n'a-t-il pas vocation de fournir toute la BRETAGNE en énergie ? Les grosses unités de production ne sont peut-être pas les seules solutions ?"

C'est M.J. Desouches qui parle, pas inintéressante M.J? !

Le P.A.B. et la C.A.B. la rencontre le 27/11/81 à Brest. Au moins pourrions-nous penser être écoutés ; à nos dossiers, à nos arguments !

L'HEURE de la CONCERTATION, elle, ne sonne toujours qu'une fois ! ( ensuite vient celle de la Révolte !!!)

\* BRENNILIS : 2 X 300 MW tours à réfrigération sèche.

\* P.R.B. : Plan Routier Breton

\* ne voyez là que du féminisme primaire...

# LE COURRIER DES LECTEURS

## Un dossier "Nucléaire - Tiers-Monde"

je viens de prendre le temps de feuilleter deux numéros anciens de "Nukleel ?" que j'ai ramené du rassemblement de Plogoff le 28 juin dernier.

Votre journal est très chouette : articles de fond, bonne présentation, dessins, bonne documentation, échos d'initiatives (ex: Nantes).

Pourriez vous développer le courrier des lecteurs, l'actualité internationale et vous faire plus l'écho d'initiatives de résistance au nucléaire originales ou payantes (ou à améliorer), s'inspirant entre autre de la mouvance alternative et du courant de désobéissance civile...

Membre du GRANIT (groupe de recherche pour des alternatives au nucléaire et une information sur Tours) et de l'équipe Frères des Hommes de Tours, j'aimerais bien lire dans Nukleel ? un dossier sur les liens entre le nucléaire et le "Tiers-Monde", les relations internationales.

A ce sujet, des amis de F.D.H. de Tours ont réalisé quelques panneaux sur ces inter-connexions des problèmes dont vous pourriez peut être faire votre profit.

Si vous êtes intéressé(e)s, écrivez nous à équipe Frères des Hommes : 30 rue Grécourt  
37000 TOURS

Enfin, je verse les 15 francs de mon abonnement.

Amitiés dans la lutte.

Yves LABBE  
357 rue D'Entraignes  
37000 TOURS

## "Vous méritez de continuer"

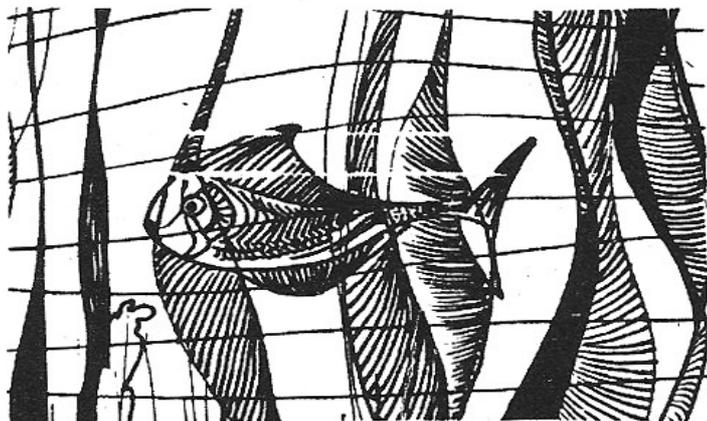
Bonjour !

Plogoff plus ou moins apaisé "Nukleel ?" Revue des CLINS de Bretagne continue-t-elle de paraître, se tâte-t-elle... que vous continuier ou non, que vous changiez de style ou non pour vous adapter à la situation, je peux vous dire que, au vu du boulot d'information bien fouillé, que vous avez fait vous méritez de continuer à alimenter le débat et l'action antinucléaire en Bretagne (nucléaire civil et militaire bien sûr !).

A donc, au cas où vous poursuiviez votre effort et parution je vous demanderai de ma communiquer vos conditions d'abonnement afin que je me fende d'un chèque, afin de rester en liaison, en prise directe ... de me tenir au courant de ce qui se passe dans les recoins de Bretagne convoités par les pieuvres technocratiques et militaires...

A bientôt j'espère

Yann Brault      Bain de Bretagne



## COURRIER DU LECTEUR (suite)

Cher ami,

Nous restons très actifs dans notre région, car nous risquons fort de subir l'implantation d'une centrale nucléaire en Basse-Loire. Toutes les positions sont envisageables. Des comités antinucléaires locaux se mettent en place en Sud-Loire. E D F dépense beaucoup d'énergie pour présenter une bonne image de marque à la population locale directement intéressée (nouveau site de CARMET) .

Nous n'allons pas manquer de travail ! Et ce n'est pas le moment pour nous d'abandonner l'action. Que devient la "Coordination Bretagne" ? Nous devons envisager, devoir relancer cette structure si besoin. Est-ce possible ?

Dans cette perspective de lutte à venir, "NUKLEEL" nous aidera, et nous restons partisans de sa survie.

Amitiés antinucléaires



CE NUMERO  
EST IMPRIME  
SUR PAPIER RECYCLE

Ex Comité Plogoff  
Groupe Alternatives antinucléaires de St Nazaire

N° de commission paritaire (CPPAP) 63848

CLOITRE IMPRIMEURS - LANDERNEAU

# Nukleel

JOURNAL BRETON D'INFORMATION  
NUCLEAIRE EDITE PAR LES  
C.L.I.N DU FINISTERE  
DIRECTRICE: MARTINE GUYONIC

### BULLETIN D'ABONNEMENT

5 numéros: 15 francs      abonnement de soutien 40 francs

NOM:

ADRESSE:

VILLE:

à expédier à: NUKLEEL B.P 30 - 29208 LANDERNEAU